

Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick

**Objectifs de la Commission des droits de la personne pour la prochaine année (05/09/28)**

NB 1259

le 28 septembre 2005

FREDERICTON (CNB) - La Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick a mis à jour son plan stratégique pour la prochaine année et a fait une présentation publique durant sa réunion récente tenue à Tracadie-Sheila.

Rose-Marie Curry, membre de la Commission de Tracadie-Sheila, et Mike Logan, agent des droits de la personne du bureau de Campbellton, ont fait une présentation publique sur la Commission des droits de la personne, sur la *Loi sur les droits de la personne* et sur l'obligation des employeurs d'accommoder les personnes handicapées en milieu de travail. Arthur Harquail, membre de la Commission d'Edmundston, a participé à la présentation.



(Multimédias)

La présentation visait à expliquer que les employeurs, les fournisseurs de services et les propriétaires bailleurs doivent non seulement traiter toutes les personnes de façon égale, mais aussi accommoder les groupes protégés par la *Loi sur les droits de la personne*. Les employeurs, les fournisseurs de services et les propriétaires bailleurs ont le devoir d'éliminer les effets discriminatoires des politiques, pratiques et installations uniformes sur ces groupes, à condition qu'ils puissent le faire sans subir de contrainte excessive. Ce devoir s'applique aux 14 motifs énumérés dans la loi, mais la plupart des plaintes de non-respect des droits de la personne portent sur l'accueil des personnes ayant un handicap physique ou mental.

« La Commission comprend l'importance de voir à ce que les gens connaissent leurs droits et obligations en vertu de la *Loi sur les droits de la personne* », a déclaré le président de la Commission, Gordon L. Porter. « Par conséquent, la Commission tiendra, durant l'année qui vient, des rencontres d'information et de consultation semblables dans d'autres régions de la province. »

À titre de chef de file dans la promotion et la protection des droits de la personne, la Commission a deux mandats : traiter les plaintes conformément à la loi, et fournir des possibilités d'éducation.

La Commission entend fournir un meilleur service par l'amélioration du processus utilisé pour le traitement des plaintes. L'an dernier, un processus de médiation précoce a été établi, qui a contribué avec succès à fournir aux parties la possibilité de régler leur plainte.

Comme son engagement envers les droits de la personne appuie le plan de prospérité du gouvernement, la Commission a deux grandes priorités en ce qui concerne son mandat éducatif : expliquer le devoir d'accommoder les personnes handicapées, et expliquer la rentabilité des droits de la personne.

Durant sa réunion de deux jours, la Commission a également eu une rencontre productive avec le maire de Tracadie-Sheila, Jean-Eudes Savoie. Les personnes présentes ont échangé de l'information sur les initiatives associées aux droits de la personne, et M. Savoie a également fourni des renseignements concernant d'autres organismes municipaux qui peuvent s'associer avec la Commission.

2005-09-28

PERSONNE-RESSOURCE : Francis Young, Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, (506) 453-2308.

2005-09-28

---

Communications Nouveau-Brunswick  
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité